

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

**Dispositif de transaction - Convention de mise en œuvre entre la Ville de Montpellier et le parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 51 de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances a modifié l'article 44-1 du Code de procédure pénale en donnant la possibilité au Maire de proposer une transaction au contrevenant en guise de réparation du préjudice subi par la commune.

Le dispositif porte sur les contraventions que les agents de la police municipale sont habilités à constater par procès-verbal conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du Code général des collectivités territoriales et qui sont commises au préjudice de la commune au titre de l'un de ses biens.

Le Maire peut proposer l'exécution au profit de la commune, d'un travail non rémunéré d'une durée maximale de trente heures ou d'un dédommagement financier à hauteur du préjudice. L'action publique ne doit pas, au préalable, avoir été mise en mouvement.

Les articles R.15-33-61 et suivants du Code de procédure pénale précisent la procédure à suivre pour la mise en œuvre de la réparation du préjudice subi et du travail non rémunéré. La transaction proposée par le Maire et acceptée par le contrevenant doit, par ailleurs, être homologuée par le Procureur de la République. L'action publique s'éteint lorsque l'auteur de l'infraction a exécuté dans le délai imparti les obligations résultant, pour lui, de l'acceptation de la transaction.

Le dispositif de la transaction municipale a été encouragé par la circulaire du 6 avril 2011 pour le règlement amiable des conflits. La Ville de Montpellier souhaite, dans une logique de prévention de la récidive dans la droite ligne de la politique pénale du Procureur de la République, développer le recours à ce dispositif, en particulier pour les abandons d'ordures, de déchets ou d'épaves de véhicules pour lesquels un nettoyage ou un enlèvement doit être réalisé, ainsi que pour les destructions, dégradations ou détériorations du mobilier urbain.

Dans cette perspective, il est proposé de conclure une convention entre Monsieur le Maire de Montpellier et Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Montpellier dont les principaux objectifs sont de :

- Délimiter le champ d'application de la transaction proposée par le Maire ;
- Préciser les modalités d'échanges entre le Maire et l'autorité judiciaire pour la bonne mise en œuvre de la mesure ;
- Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la Ville de Montpellier et celle du parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier en matière de prévention de la délinquance ;
- Renforcer le poids de l'action du Maire dans sa relation avec le contrevenant et de fixer des règles partagées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la convention de mise en œuvre de la procédure de transaction municipale entre le Maire de Montpellier et le parquet du Tribunal judiciaire de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention avec annexes.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.